JOURNAL DE SECTION MANTES LA JOLIE PAGE4 –JANVIER 2025- projet partiel 31/12/24

CHOMAGE : BAYROU, à peine nommé 1er ministre, baisse les droits des chômeurs en catimini le 20 décembre 2024. Par arrêté, iI a relevé à partir du 1er avril 2025 les bornes d’âge ouvrant l’accès de l’indemnisation aux chômeurs seniors, qui passent de 53 ans et 55 ans à 55 et 57 ans ; ainsi 15.000 personnes par mois en moyenne sortiraient de l’indemnisation en atteignant plus tôt la fin de droits sans avoir retrouvé du travail. En plus, il relève l’âge de maintien de l’indemnisation jusqu’à obtenir les trimestres nécessaires pour une retraite à 64 ans! Cela fera basculer dans les minima sociaux ou l’absence de revenu 34.000 personnes par an sur 45.000 entrants. La CGT s’était opposée à ces mesures.

A L’INITIATIVE DE LA CGT, LA CGT ET THALES CREENT LA COOPERATIVE AXEL:

Depuis 2012 la CGT défendait ce projet de reprise des activités d’imagerie médicale de THALES situées à MOIRANS (Isere), que le groupe voulait céder à d’éventuels repreneurs pour se recentrer sur ses activités cybernétiques et de défense. C’est désormais concrétisé par la création et le dépôt du dossier à la chambre de commerce en 2024 de la coopérative AXEL, regroupant THALES, FORTIL, le CHU de GRENOBLE, plusieurs écoles d’ingénieurs locales et la CGT.

Ainsi est assuré le maintien d’une filière industrielle de l’imagerie médicale, pérennisant les compétences et le matériel de haute technicité du site, en assurant des synergies dans la recherche et le développement.

INDUSTRIE : REAGIR CONTRE LE DECLIN MACRONISTE

Actuellement, plus de 200.000 licenciements sont annoncés, dont 2/3 dans l’industrie. La France est à la traîne de l’europe avec 10% de l’industrie manufacturière dans la production intérieure brute (PIB), contre 16% pour la moyenne européenne. 92% des équipements informatiques, électroniques, 78% des médicaments, 87% des vêtements sont importés de l’étranger et sur 10 voitures les plus vendues, 2 sont fabriquées en France. Depuis 40 ans, la France a perdu la moitié de ses usines.

62% des emplois des grandes entreprises Françaises sont à l’étranger, 38% pour l’Allemagne et 28% pour l’Italie.

La « fabrication en France » n’est que de 36% de ce que l’on consomme.

Dans le même temps, le secteur industriel a reçu de l’Etat 17Mds €/an de 2012 à 2019 et 26,8 Mds €/an de 2020 à 2022, sans compter les 180 Mds€ annuels d’exonérations fiscales et Crédits Impôt Recherche. Mais la formation des ingénieurs et métiers ouvriers est à la traîne. Cette politique « de l’offre » centrée sur le maintien des activités de service et de recherche développement en abandonnant la production nationale est un échec cuisant génératrice de chômage, coûteuse pour le peuple Français qui s’appauvrit chaque année davantage !

Voilà pourquoi le PCF propose de réindustrialiser la France ! Cela permettrait de retrouver notre souveraineté pour répondre aux besoins de la population tout en mettant en œuvre les actions nécessaires à la transition écologique et énergétique, en diminuant le coût de l’énergie et investissant massivement pour faire face au réchauffement climatique.

DECATHLON ET LICENCIEMENTS BOURSIERS

20.000 salariés de DECATHLON se sont mis en grève le 7 décembre 2024 pour appeler les propriétaires de la marque (la Famille MULLIEZ en premier lieu, propriétaire des magasins AUCHAN) à partager les résultats financiers, alors que ceux-ci envisagent de distribuer 1 milliard € aux actionnaires et rien pour les salariés !

Dans le même temps, AUCHAN licencie 2000 emplois, alors que ses résultats financiers sont bons. Il en va de même pour MICHELIN, SANOFI, ARCELOR MITTAL…Le PCF veut interdire les licenciements boursiers, c'est-à-dire interdire tout licenciement lorsque les résultats financiers sont largement positifs, aux seules fins d’augmenter le taux de profit et souhaite que les élus et représentants des salariés aient leur mot à dire dans les choix stratégiques des entreprises.

MERCOSUR ET AGRICULTURE

Le PCF s’oppose à la ratification par la France de l’accord du MERCOSUR, fondé sur la libre concurrence, avec des normes sud-américaines plus laxistes qu’en europe (bœuf aux hormones, antibiotiques, contrôles insuffisants,…).

Pour dépasser les problèmes structurels que connaît l’agriculture française, le PCF est convaincu que la transformation agro-écologique de notre agriculture demandera des filets de sécurité publics (prix garantis, régime public d’assurance et de gestion des risques, refus des traités de libre-échange etc.), une formation exigeante et un accompagnement des producteurs. En effet, face aux effets toujours plus spectaculaires du dérèglement climatique et à un contexte géopolitique incertain, il est indispensable de sécuriser les investissements et les revenus des producteurs. Ces conditions sont nécessaires pour relocaliser notre agriculture et produire durablement de quoi permettre à chacune et chacun de manger sain et à sa faim.

Le PCF souhaite que les manifestations d’agriculteurs ne se réduisent pas à une cause sectorielle. L’heure est au dialogue entre les exploitants en colère et les autres travailleurs en lutte, eux aussi victimes des ravages quotidiens du capitalisme. Tous sont victimes de la mise en concurrence entre travailleurs, du développement de groupes monopolistes, de l’abandon des pouvoirs publics, de la perte criante de souveraineté alimentaire et industrielle ou encore des privations matérielles, notamment sur la manière de s’alimenter. Les communistes tendent donc la main à tous ces travailleurs et travailleuses et souhaitent prendre leur part dans la nécessaire convergence des luttes.

CLIMAT 2050 ET TRANSITION ECOLOGIQUE

Si le pouvoir d’achat est la première préoccupation des Français (56%), le changement climatique est la seconde (43%), devant l’insécurité (41%) et la Santé (40%). 86% des français se disent inquiets des conséquences de ces changements climatiques. Que fait notre gouvernement, à part les annonces ?

Rien, sinon le contraire de ce qu’il faudrait. Il continue à démanteler le SNCF et le fret ferroviaire, déforester sans planifier le nécessaire développement forestier et l’agroforesterie, il ne relance pas le projet de surgénérateur nucléaire ASTRID et ne crée même pas les conditions de réalisation des nouvelles centrales nucléaires à neutrons rapides annoncées en 2022, affaiblissant les structures de contrôle en fusionnant l’Autorité de Sûreté Nucléaire et l’Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire au 1er janvier 2025.

LA SANTE AUX USA : LE PROFIT AVANT L’HUMANITE

Le président d’United Healthcare (Assurance Santé de 51 Millions de clients, 371 Milliards de $ de chiffre d’affaires) a été tué le 4 décembre 2024 en pleine rue ; le suspect inculpé, ingénieur issu d’une famille aisée et influente, est l’auteur d’un manifeste condamnant « les entreprises qui continuent à abuser de notre pays pour en tirer d’immenses profits ». Cet évènement a pris une tournure politique. Il est devenu le symbole d’un capitalisme qui vampirise la santé des citoyens pour en tirer un profit toujours croissant. Le taux de refus de remboursement de soins et traitements vitaux d’United Healthcare était de 27% en 2019.

On pense en France à ORPEA et autres EHPAD ou crèches privées qui ont pu organiser la maltraitance comme source de profit, oubliant toute morale et valeurs de solidarité humaine.

Cet exemple renforce notre conviction de l’utilité de la sécurité sociale en France pour une santé publique accessible à tous les citoyens et citoyennes, quelque soit leur revenu, et gérée par les représentants des cotisants

SYRIE : LES EXPULSIONS HORS D’EUROPE REPRENNENT

Profitant de la chute du régime de Bachar El Assad, 11 pays européens ont gelé les demandes d’asile des réfugiés syriens, prouvant ainsi leur incapacité à accompagner les changements historiques du Sud Global, quitte à mettre les populations en danger. Ceci par un calcul cynique anti-migrants aux arrière-pensées électoralistes, dans un continent en dérive vers l’extrême droite raciste et trop souvent antisémite. Parmi ces pays, citons l’Allemagne (716.000), l’Autriche (96.000), la Suède (87.000), le Pays-Bas (86.000), le Danemark, la Belgique, Norvège, Suisse, Italie, Royaume Uni. La France n’est pas concernée par cette mesure.